

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRINATURE FRANCE

476 rue de Wardrecques
59173 Blaringhem

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\TRINATURE
FRANCE_Blaringhem_038.02188\2_Inspections\2025_09_30_TAR
Code AIOT : 0003802188

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement TRINATURE FRANCE implanté 476 RUE DE WARDRECQUES 59173 Blaringhem. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRINATURE FRANCE
- 476 RUE DE WARDRECQUES 59173 Blaringhem
- Code AIOT : 0003802188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de transformation, surgélation et conditionnement de légumes est composée d'un bâtiment de production, de 3 chambres froides, d'un atelier de conditionnement et d'une station d'épuration. L'activité a démarré en 2021.

L'établissement est réglementé par l'arrêté d'autorisation du 29/09/2020 modifié par l'arrêté complémentaire du 02/12/2022.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1. La gestion des installations de refroidissement par évaporation d'air doit être améliorée. L'analyse méthodique des risques (AMR) est insuffisante et n'est pas finalisée. Elle n'a de plus jamais été mise à jour depuis sa création en juin 2022. La mise à jour de cette analyse va très certainement induire des modifications dans le plan de suivi et de surveillance des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : L'exploitant indique que la personne référente est l'ancienne responsable HSE qui ne fait plus partie de l'entreprise. Aujourd'hui la responsable HSE n'a pas été remplacée et le technicien environnement est chargé de la gestion des TARs. Le jour de la visite d'inspection, aucune personne référente n'a été nommément désignée. Le technicien environnement n'est, de plus, pas formé aux dangers et inconvénients de la conduite des TARs. Seules deux personnes de la maintenance (le responsable adjoint de maintenance et un technicien de maintenance) sont

formés aujourd'hui (formation délivrée le 19/10/2023). L'inspection souligne l'intérêt qu'il y a à former davantage de personnels susceptibles d'intervenir dans la gestion quotidienne mais aussi dans le cas d'un dépassement des seuils réglementaires (direction...). **Seule une personne formée peut intervenir sur l'installation.**

Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a transmis :

- un courrier daté du 01/10/2025 désignant le technicien environnement comme personne référente ; Deux suppléants sont également désignés : l'adjoint au responsable maintenance et l'assistante HSE.
- un bon de commande validé pour une formation aux risques légionelles pour 9 personnes dont le technicien environnement et le deuxième suppléant ;
- un extrait du plan de formation répondant partiellement à l'article 23. Présence des noms, fonctions, dernière formation suivie, validité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de formation sera complété par :

- le descriptif des différents modules de formation, de leur durée devra être ajouté ;

Les attestations de formation du référent et des suppléants seront transmises dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles

dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, le document "analyse méthodique des risques de développement microbologique - EVOLUTIVE- circuit de refroidissement Condenseurs - AMR initiale" a été transmis à l'inspection. Ce document est daté du 30/06/2022 et est référencé R220302021-rev0.

Ce document amène notamment les remarques suivantes :

- le document n'est pas finalisé (informations manquantes soulignées sur le document) ;
- le document n'a pas été mis à jour depuis sa création en juin 2022 ;
- groupe de travail trop restreint (constitué du rédacteur du document et responsable HSE) ;

- cette AMR est commune aux 4 TARs. Plusieurs informations reprises dans l'AMR laisse croire à la présence de quatre circuits unitaires. Ainsi, à chaque TAR est associé un plan PID de l'installation (à noter l'absence de schéma de principe représentant l'installation de manière simplifiée), des tableaux reprennent les informations générales et techniques des TARs dans lesquels on peut lire : "circuits de type fermé non-fermé", un traitement est mentionné dans "les bassins de chaque tour", des valeurs de "facteur de concentration moyen mesuré" pour chaque TAR s'étendant de 12 à 99 (ces résultats montrent une purge manuelle mal maîtrisée) ;

La notion de "circuit fermé non-fermé", difficilement compréhensible, sera à expliciter.

La visite de l'installation montre qu'une seule canalisation d'eau d'appoint conduit l'eau à proximité des bassins des 4 TARs (après injection des produits de traitement) et que plusieurs

<p>piquages raccordent cette unique canalisation d'eau d'appoint aux 4 TARs sans dispositif d'anti retour. Les 4 circuits sont donc en communication. Ce point n'est pas identifié dans l'AMR.</p> <p>De plus, la canalisation d'eau d'appoint n'est pas équipée d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un biocide oxydant (injecté par pompe doseuse) et un biocide non-oxydant (injecté manuellement une fois par semaine) sont utilisés. Ceci est contraire au texte qui spécifie "que les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limités aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible" ; - l'AMR précise que l'injection du biocide non oxydant doit se faire "à raison de 0.5 litre dans le bassin de chacune des TARs". Les enregistrements de ces injections montrent une quantité injectée deux fois moins importante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air sont enregistrées au titre de la rubrique 2921-a. Six TARs sont prévues totalisant une puissance thermique évacuée de 13 260 kW.</p> <p>A ce jour, 4 TAR sont présentes sur le site totalisant une puissance thermique évacuée de 8 608 kW.</p> <p>Les TARs sont dénommées M1K1, M1K2, M1K3 et M1K4 au niveau des installations et dans les rapports de contrôle.</p> <p>Sur l'année glissante, des prélèvements ont été effectués les 09/12/2024, 28/01/2025, 10/02/2025, 10/03/2025, 20/03/2025, 14/04/2025, 12/05/2025, 10/06/2025, 07/07/2025, 04/08/2025, 08/09/2025, 06/10/2025 et 17/11/2025.</p>

Si globalement un prélèvement est réalisé chaque mois il est rappelé que **la fréquence des prélèvements est au minimum mensuelle**. La période entre deux prélèvements ne peut donc excéder 1 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra ajuster les dates de prélèvements (par exemple en établissant un programme annuel de surveillance avec le laboratoire intervenant) afin de respecter scrupuleusement la fréquence minimale de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Constats :

Le carnet de suivi en format numérique existe et a été transmis.

Ce carnet est commun aux 4 TARs. Ainsi par exemple, les volumes d'eau consommés sont les volumes consommés par les 4 TARs sans distinction.

Il est rappelé que le carnet de suivi est propriété de l'installation. Un carnet de suivi doit être associé à chaque tour.

L'ensemble des éléments ou informations demandés ne sont pas intégrés dans le carnet de suivi. Par exemple, les périodes d'arrêts complets ou partiels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Un carnet de suivi doit être associé à chaque tour. Chaque carnet doit être complété avec l'ensemble des informations demandées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier nettoyage des installations a été réalisé les 5 et 6 décembre 2024 par une société extérieure.</p> <p>Un rapport d'intervention daté du 20/12/2024 a été transmis à l'exploitant.</p> <p>Ce rapport mentionne notamment l'utilisation de nettoyeurs haute pression et le bâchage des tours.</p> <p>Ce rapport mentionne "une présence légère de corrosion dans les bacs internes de tour". A ce stade, il est préconisé une simple surveillance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la procédure particulière relative à l'utilisation d'un jet d'eau sous pression.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p>

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant **n'a pas été en mesure de produire la procédure complète existante de dépassement des seuils réglementaires**. Seule la partie "dépassement du seuil de 1000 ufc/litre" a été transmise.

Il est rappelé que chaque situation de dépassement ou de présence de flore interférente doit faire l'objet d'une procédure spécifique. De plus la partie de procédure transmise le jour de la visite n'est pas entièrement conforme au texte.

Postérieurement à la visite la procédure intitulée "Concentration légionella pneumophilla \geq 105 ufc/l" a été transmise (référence CULL-TR-03 créée le 19/06/2027).

Cette procédure amène les commentaires suivants :

- l'annexe reprend le nom de deux sites différents de celui de Trinité France ;
- **les nouveaux résultats** des prélèvements (< 1000 ou > 1000 ufc/l) **doivent être transmis à la DREAL ;**
- la remise en service de la dispersion est possible **suite à l'identification des causes de dérive et à la mise en place des actions correctives** et non pas uniquement si les résultats de légionelles sont < 1000 ufc/l (logigramme en page 3) ;
- expliquer pourquoi le logigramme demande suite à l'arrêt des ventilateurs et de l'injection du traitement d'attendre une heure en faisant circuler l'eau dans l'ensemble du circuit avant de procéder au traitement choc ;
- **la révision complète de l'AMR est obligatoire** soit sous 15 jours dans le cas où la cause de dérive n'est pas identifiée, soit dans un délai ne dépassant pas deux mois si la cause a été identifiée (dans ce cas, l'AMR actualisée est jointe au rapport d'incident).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procèdera à la mise à jour de la procédure de dépassement de légionelles ($< 100\ 000$ ufc/l).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois